

Déclaration sur la situation politique au Cambodge

Erevan (Arménie) | 20-21 mars 2018

RAPPELANT la percée remarquable du parti d'opposition *Cambodia National Rescue Party* (CNRP) lors des élections législatives en 2013 et des élections municipales en juin 2017 ;

TRÈS INQUIÈTE du resserment de l'espace démocratique depuis quelques années, entraînant de sévères restrictions des libertés publiques, dont la liberté d'association et la liberté d'expression ;

La Commission politique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie réunie à Erevan (Arménie) les 20 et 21 mars 2018 :

DÉNONCE l'arrestation en septembre 2017 de M. Kem Sokha, chef de l'opposition officielle et président de la section cambodgienne de l'APF, pour des motifs de nature sécuritaire ;

REGRETTE la décision de la Cour suprême du Cambodge de dissoudre le CNRP, principal parti d'opposition à l'Assemblée nationale, et ce, également pour des motifs sécuritaires ;

S'ALARME du bannissement de 118 personnalités de la vie politique pour une durée de cinq ans à la suite de la dissolution du CNRP ;

S'INQUIÈTE que l'exclusion du principal parti d'opposition affecte la légitimité des élections législatives de juillet 2018 au Cambodge ;

SOUTIENT qu'une élection où le principal parti d'opposition a été arbitrairement exclu peut difficilement être considérée comme légitime ;

PREND ACTE de la tenue des élections sénatoriales du 25 février dernier et des réactions des partenaires internationaux à la suite des élections ;

RECOMMANDE la mise sous alerte de la section cambodgienne, conformément aux mécanismes de vigilance démocratique de l'APF.